

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2018)
Heft: 2

Artikel: Gilles de Kerechove et la lutte contre le terrorisme dans l'UE
Autor: Vautravers, Alexandre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-823343>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Gilles de Kerchove à l'Université de Genève.
Toutes les photos © A+V.

Terrorisme

Gilles de Kerchove et la lutte contre le terrorisme dans l'UE

Alexandre Vautravers

Coordinateur du Master en Sécurité globale et résolution des conflits, Université de Genève : mas-securite@unige.ch

Le 20 février dernier, Gilles de Kerchove était en visite à Genève, où il s'est notamment entretenu avec les responsables de la sécurité, dont le conseiller d'Etat Pierre Maudet, les chercheurs de l'Université de Genève et de l'Observatoire universitaire de la sécurité, du GCSP, ainsi que différents représentants de la société civile.

Nommé coordinateur européen pour la lutte contre le terrorisme en 2007, Gilles de Kerchove est un grand connaisseur des questions de justice, qu'il a dirigé au sein du Conseil de l'UE de 1995 à 2007. Il a auparavant été secrétaire adjoint de la Convention qui a élaboré la Charte des droits fondamentaux de l'UE, entre 1999 et 2000.

Le coordinateur européen a notamment visité le programme de formation des imams de l'UNIGE. Les questions d'immigration, d'intégration et de naturalisations –le projet PAPHYRUS- ont été évoqués. La journée s'est terminée par une conférence publique organisée à l'Uni-Mail.

Au cours de cette conférence, Gilles de Kerchove a présenté les tendances actuelles en matière de lutte contre le terrorisme. Le terrorisme « homegrown » est actuellement la priorité; l'immigration de terroristes ou le retour de djihadistes étant perçus comme secondaires.

On estime que 5'000 personnes ont quitté l'Europe pour combattre en Syrie. 1'500 sont déjà revenus, 1'000 sont morts. Ainsi potentiellement, la France peut s'attendre à 2'500 « revenants » du *djihad* – dont certains sont manquants, peut-être morts, peut-être détenus en Syrie ou en Turquie.

La première stratégie de l'UE contre le terrorisme date de 2004. Il s'agissait à l'époque de renforcer la coopération, d'impliquer les Etats et de poser la question

de la création d'une agence, ou du renforcement de la Commission. Cette stratégie « empirique » s'est révélée à courte vue.

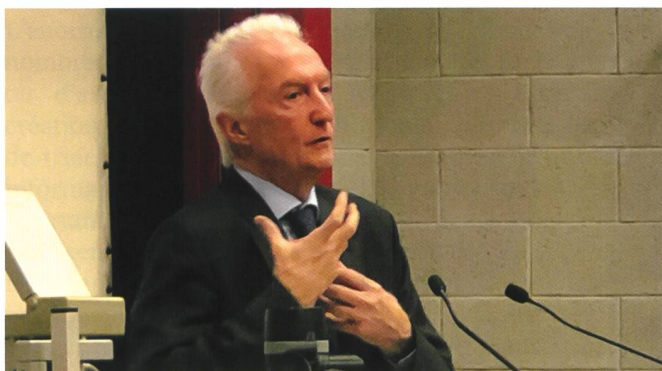
Le problème s'est sensiblement exacerbé depuis, en raison de trois facteurs :

- Le « facteur Molenbeek » ou le nombre important de migrants, le manque d'intégration, la force des groupes, le manque de perspective et la rupture sociale de ceux-ci.
- L'idéologie, à savoir l'Islam radical.
- Enfin la facilitation et l'accès aux outils de communication modernes: Internet, emails, les capacités de recruter à distance, etc.

La situation est grave et met aux prises un double déni: « *L'Europe est une construction idéologique, mais on croit tous qu'on est neutres.* » De l'autre côté, malheureusement, le salafisme est devenu la référence au sein de l'Islam. Or selon le droit, « *être radicalisé n'est pas un délit.* »

Quelles solutions dans ce cas ? L'UE collabore étroitement avec les réseaux sociaux, Google notamment, sur la détection et la suppression automatique de discours radicaux. Plus de 40'000 cas sont signalés chaque année. Les programmes de réhabilitation en sont à l'état de balbutiements.

Il faut d'autre part une meilleure collaboration entre les services de renseignements, les polices et les appareils juridiques nationaux. Aujourd'hui on travaille encore au cas par cas, à l'échelle individuelle. Or la masse de données exige que les processus de détection et d'intervention soient de plus en plus automatisés. Et l'UE doit aussi s'interroger sur sa candeur: le débat entre liberté et sécurité a en effet été suscité par un contrecoup de l'affaire Snowden; les *leaders* européens « *n'ont pas voulu suivre la dérive américaine.* »



L'UE engage des sommes importantes pour le développement de la biométrie ; le contrôle aux frontières a été réintroduit: « *On a trop séparé les questions de frontière et de sécurité.* » Enfin il s'agit pour l'UE d'aider des Etats voisins, en tant que « première ligne de défense. » La difficulté est que ces derniers Etats appliquent souvent une politique trop répressive.

En conclusion, il faut maintenant que les Etats et que la Commission européenne prennent toute la mesure du danger et adaptent leurs outils juridiques et opérationnels. La Suisse n'est plus une île, puisqu'elle est en même temps bénéficiaire des prestations de sécurité de ses partenaires (Schengen) mais également soumise aux failles de ces mêmes Etats voisins (Dublin).

A+V

Débat public



La Société fribourgeoise des officiers (SFO), en partenariat avec la Société des officiers de l'Université de Fribourg (Of@UniFR), organise un débat public le mercredi 18 avril 2018 à 18h30 à l'auditoire B de l'Université de Fribourg (site de Miséricorde). Il aura pour thème les questions suivantes: « Quels défis pour l'Armée suisse au-delà du développement de l'armée (DEVA)? Notre système de milice sera-t-il toujours compatible avec les exigences de la société suisse? »

Pour débattre, nous pourrions compter sur la présence de:

- Monsieur le Conseiller national Pierre-Alain Fridez (PS/JU), membre de la Commission de la politique de sécurité du Conseil national ;
- Monsieur le Divisionnaire à d Daniel Roubaty, ancien commandant de la Formation supérieure des cadres de l'armée ;
- Madame Noémie Roten, researcher auprès du think tank Avenir Suisse ;
- Madame Immaculée Mosoba et Monsieur Blaise Fasel, étudiants de l'Université de Fribourg

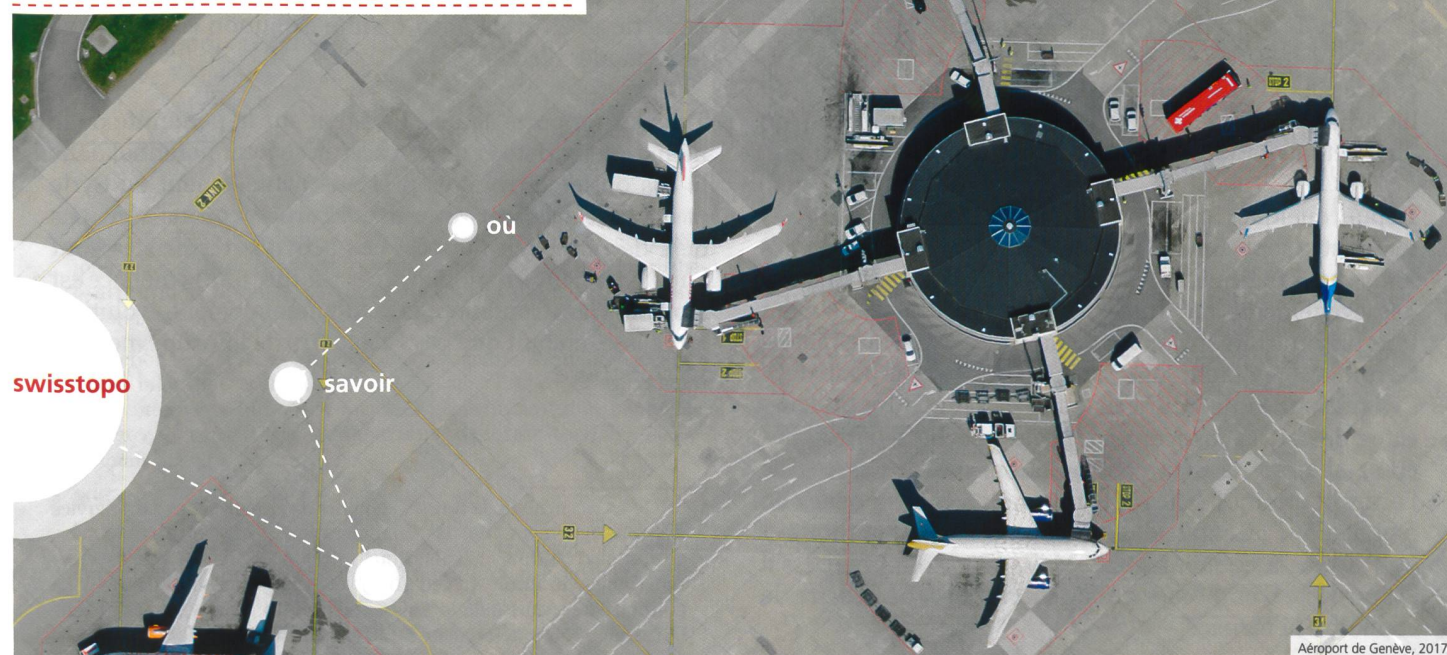
La modération sera assurée par Monsieur Serge Gummy, rédacteur en chef du quotidien La Liberté.

La SFO et Of@UniFR désirent élargir le débat sur l'armée en abordant les questions de société. Il s'agit également d'aller au-delà des clivages partisans afin de dessiner les contours de solutions innovantes à même de garantir dans la durée la sécurité de nos concitoyennes et concitoyens, tout en assurant la comptabilité du service militaire avec une place économique forte, garante de la stabilité de notre pays.

Ce débat est ouvert au public et sera suivi d'un apéritif.

SWISSIMAGE 10 cm

Une photo aérienne vaut mieux qu'un long discours



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de la défense,
de la protection de la population et des sports
Office fédéral de topographie swisstopo

www.swisstopo.ch/images